

payons aujourd'hui, sous un régime libéral, sont les mêmes que nous payions il y a trois mois, et ce sous un régime conservateur.

Monsieur le président, il est étrange de constater que les conservateurs, maintenant qu'ils sont dans l'opposition, ont des regrets, des remords et ont, à portée de la main, des solutions et des remèdes à tous les problèmes à suggérer au gouvernement. Par contre, de l'autre côté de la Chambre—du côté ministériel—on dit que la productivité du pays doit augmenter. Mais ce n'est pas là la solution propice à nos industriels, messieurs les ministériels, car aujourd'hui ce n'est pas la production qui manque dans le Canada, mais plutôt les moyens d'écouler nos produits et nos richesses, le moyen de vider nos entrepôts, parce que nos Canadiens seraient contents et heureux d'être en état d'acheter ce qui existe actuellement.

Monsieur le président, le gouvernement au pouvoir actuellement devrait premièrement, à mon sens, soulager les industries du Canada du lourd fardeau des taxes, car les taxes sont un facteur dans le coût de production; quand l'industriel additionne son coût de production, il considère ses taxes.

Quand on songe que ce soir, le nouveau gouvernement nous apprendra, lors de son exposé budgétaire, que 20, 25 et probablement 30 p. 100 du revenu national brut sera accaparé par le gouvernement fédéral pour sa propre administration, on se demande ce qui se passe, car cela veut dire que le gouvernement fédéral coûte à tous les industriels du Canada entre 25 et 30 p. 100 de leur production.

Eh bien, monsieur le président, si l'on veut réellement aider nos industriels, au Canada, et si l'on est sérieux en formant ce nouveau ministère, il faut absolument réduire les impôts qui grèvent l'industrie.

La deuxième suggestion que j'aie à faire aux honorables ministres c'est d'abord de mettre à la disposition des industriels du Canada le capital nécessaire pour permettre un roulement plus facile de leur inventaire, de leurs immobilisations, de leur capitalisation.

On sait qu'actuellement le gouvernement fédéral, par l'émission de ses obligations, par ses taxes directes ou indirectes, a accaparé la plupart de nos capitaux privés canadiens.

Cette saisie du capital-épargne que nous avions à notre disposition, nous industriels, capital-épargne qui a été enfoui dans les obligations du gouvernement fédéral pour financer la guerre, ou son propre financement, nous a placés devant un fait accompli; le capital privé qui était à la disposition des industries au Canada a été englouti et enfoui dans le secteur public.

[M. Rondeau.]

La deuxième suggestion que le gouvernement fédéral devrait accepter serait, premièrement, de mettre à la disposition des entreprises publiques le capital nécessaire pour dégager le secteur public du capital privé qui a été paralysé jusqu'à nos jours.

Si l'on veut que les industriels puissent se financer, eh bien, que le gouvernement fédéral ne se finance pas aux dépens et à même l'argent que les industriels ont ou avaient à leur disposition, sous forme de l'épargne que nous, les Canadiens, avions faite afin que nous puissions financer nos propres entreprises.

Les industriels, dans le Canada, n'ont pas de cadeau à réclamer du gouvernement fédéral. Du côté de la production, les industriels sont encore beaucoup plus compétents que nous, de l'administration fédérale, pour régler leurs problèmes concernant leur production respective. On n'a pas besoin d'un inspecteur du gouvernement fédéral pour indiquer à chaque industriel quels sont ses problèmes relatifs à la production.

Ce dont on a besoin, c'est que le gouvernement fédéral aide au règlement des problèmes d'ordre économique, c'est-à-dire qu'il aide à équilibrer le pouvoir d'achat des consommateurs au niveau de la production, c'est-à-dire à rendre financièrement possible dans le Canada ce que les industriels du Canada ont rendu physiquement possible en remplissant nos tablettes, nos entrepôts dans le Canada, en général.

Pour ce qui est de la solution du problème de la production, les industriels du Canada sont encore assez intelligents pour y veiller sans l'aide du gouvernement fédéral. Mais lorsqu'il s'agit du problème de la distribution, de l'écoulement de notre marchandise, c'est là que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer.

Je constate, à la lecture de cette résolution, qu'un des premiers objectifs du nouveau ministère que nous allons créer sera d'augmenter la productivité. Eh bien, je suis d'avis qu'en ce faisant, on commence à régler le problème par le mauvais bout. Augmenter la production quand nous en avons déjà trop, augmenter la production quand nous ne savons trop qu'en faire, quand les consommateurs du Canada ne peuvent même pas acheter la production que nous avons en ce moment, ce n'est certes pas le moyen à prendre pour régler le problème.

Monsieur le président, on peut rire du Crédit social, de la solution qu'il offre, ou de sa théorie de «singe», mais dans le contexte économique actuel, il sera impossible au nouveau ministère de l'Industrie de régler réellement les problèmes de l'industrie à la satisfaction des industriels canadiens, si le